

## CHAPITRE Ier. - Définitions.

Article 1. Dans le cadre de l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi sur la sécurité privée : la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière;

2° la loi sur les armes : la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes;

3° magasin d'armes : magasin d'armes tel que visé à l'article 8, § 2, alinéa 3, de la loi sur la sécurité privée;

4° organisme: organisme de formation tel que visé à l'article 1, § 8, de la loi sur la sécurité privée;

5° entreprise : entreprise de gardiennage telle que visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de la loi sur la sécurité privée;

6° service: service interne de gardiennage tel que visé à l'article 1er, § 2, de la loi sur la sécurité privée;

7° agent de gardiennage : membre du personnel au sens de l'article 6 de la loi sur la sécurité privée, chargé d'activités telles que visées à l'article 1er, § 1er, de la loi sur la sécurité privée;

8° formation armes : la formation et les exercices de tir qui doivent être suivis pour l'exercice de missions armées, en vertu de l'article 6, alinéa 1er, 5°, de la loi sur la sécurité privée;

9° chargé de cours : personne engagée par un organisme, chargé de dispenser la formation armes;

10° le ministre : le ministre de l'Intérieur;

11° l'administration : la Direction Sécurité privée de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention du Service public fédéral Intérieur.

## CHAPITRE II. - Autorisation spéciale en vue d'effectuer des activités de gardiennage armées.

Art. 2. Les entreprises ou services ne peuvent effectuer d'activités de gardiennage de manière armée qu'après avoir obtenu à cet effet une autorisation spéciale du ministre. Cette autorisation n'est délivrée que si l'entreprise ou le service :

1° démontre exercer des activités qui répondent aux conditions visées à l'article 35;

2° n'effectue pas, à titre principal, d'activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de la loi sur la sécurité privée, dans des lieux où l'on danse ou dans des cafés, ni n'a de lien avec une entreprise ou service qui effectue, à titre principal, ces activités dans ces lieux;

3° dispose de l'autorisation visée à l'article 2, § 1er, de la loi sur la sécurité privée pour l'exercice d'activités où le port d'armes est requis et, à l'exception de l'activité visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°, a exercé effectivement cette activité pendant au moins deux ans, de manière non armée;

4° démontre que le port d'armes lors de l'exercice de ses activités est couvert par une assurance telle que visée à l'article 3 de la loi sur la sécurité privée;

5° dispose d'au moins un magasin d'armes distinct, tel que visé à l'article 23;

6° dispose d'au moins deux membres du personnel d'exécution qui remplissent les conditions relatives à la formation armes;

7° ne fait pas l'objet d'une procédure telle que visée à l'article 17 de la loi sur la sécurité privée;

8° s'est acquitté(e) des frais administratifs, redevables en vertu de l'article 20 de la loi sur la sécurité privée.

Art. 3. L'autorisation spéciale est valable pour une durée de cinq ans, étant entendu qu'elle s'éteint en même temps que l'autorisation visée à l'article 2, § 1er, de la loi sur la sécurité privée, délivrée à l'entreprise ou service;

L'entreprise ou service ne peut demander le renouvellement de l'autorisation spéciale que dans le cadre de la demande de renouvellement d'une autorisation visée à l'article 2, § 1er, de la loi sur la sécurité privée.

Chaque demande visée au présent article, ainsi que les documents visés à l'article 8, doit être adressée à l'administration au plus tard 6 mois avant l'expiration de l'autorisation concernée ou le renouvellement de celle-ci.

Art. 4. L'autorisation spéciale prend fin de plein droit lorsque l'entreprise ou service ne satisfait plus aux conditions visées à l'article 2.

Le Ministre peut refuser, suspendre ou retirer l'autorisation spéciale si :

1° il a été constaté à plusieurs reprises, durant les deux années précédant la demande, que l'entreprise ou le service a commis des infractions aux dispositions de la loi sur la sécurité privée ou de ses arrêtés d'exécution;

2° des membres du personnel dirigeant ont commis des faits qui portent atteinte à la confiance placée dans l'entreprise ou le service afin de lui permettre d'effectuer des activités armées;

3° des membres du personnel dirigeant de l'entreprise ou service font l'objet d'une enquête en cours sur les conditions de sécurité, telle que visée à l'article 7 de la loi sur la sécurité privée ou d'une procédure telle que visée à l'article 17 de la loi sur la sécurité privée;

4° des membres du personnel dirigeant de l'entreprise ou service font l'objet d'une instruction judiciaire;

5° il est constaté que les agents de gardiennage appartenant à l'entreprise ou service portent des armes dans le cadre de leurs activités professionnelles en contradiction avec la loi sur les armes, la loi sur la sécurité privée ou le présent arrêté et qu'il est satisfait de manière insuffisante à l'obligation visée à l'article 15, § 1er, alinéa 2, de la loi sur la sécurité privée.

Art. 5. Lors de l'introduction de la première demande et de la demande de renouvellement de l'autorisation spéciale, le demandeur adresse à l'administration un dossier contenant les éléments suivants :

1° une description précise des activités pour lesquelles des armes seront portées et une motivation circonstanciée qui étaye les conditions visées à l'article 2, 1°;

2° une déclaration sur l'honneur que le demandeur répond aux conditions visées à l'article 2, 2°;

3° une copie du contrat d'assurance d'où il apparaît que la condition visée à l'article 2, 4°, est remplie;

4° les noms des membres du personnel visés à l'article 2, 6°, et la preuve qu'ils satisfont aux conditions de formation armes;

5° des moyens de preuve écrits, à l'exception de la déclaration, d'où il apparaît que l'entreprise ou service répond aux conditions visées à l'article 2, 3°;

6° la preuve du paiement des frais administratifs, redevables en vertu de l'article 20 de la loi sur la sécurité privée.

7° la liste des magasins d'armes, avec indication du type, du nom des lieux, de l'adresse et du nom du membre du personnel visé à l'article 8, § 2, alinéa 3, de la loi sur la sécurité privée.

Les données visées à l'alinéa 1er, 5°, ne sont pas requises lors de la demande de renouvellement de l'autorisation spéciale.

L'autorisation spéciale ne peut être délivrée qu'après que l'administration ait été mise en possession, par l'organisme de contrôle visé à l'article 50, des certificats visés à l'article 51, d'où il apparaît que les magasins d'armes dont le demandeur dispose, répondent aux conditions visées à l'article 23.

Lorsqu'un magasin d'armes est érigé au sein d'un siège d'exploitation qui se situe dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'autorisation spéciale ne peut être délivrée avant accord préalable de cet Etat.

### CHAPITRE III. - Autorisation de détention.

Art. 6. Une entreprise, service ou organisme ne peut détenir une arme qu'après avoir obtenu à cet effet une autorisation de détention du Ministre. Cette autorisation n'est délivrée que si le demandeur:

1° démontre que l'arme dont l'entreprise, service ou organisme, selon le cas, envisage de disposer ou dispose, répond aux conditions visées à l'article 31;

2° s'il s'agit d'une entreprise ou service, qu'elle ou il dispose de l'autorisation spéciale visée à l'article 2;

3° s'il s'agit d'une entreprise ou service, démontre que la somme des armes qu'elle ou il a en sa possession et des armes pour lesquelles elle ou il demande une autorisation de détention, ne dépasse pas de plus de 10 % le nombre d'agents de gardiennage qui répondent aux conditions de la formation armes;

4° s'il s'agit d'un organisme, est agréé en vertu de l'article 4, § 3, de la loi sur la sécurité privée pour organiser la formation armes;

5° s'est acquitté(e) des frais administratifs, redevables en vertu de l'article 20 de la loi sur la sécurité privée.

Art. 7. L'autorisation de détention est valable pour une durée maximale de cinq ans, étant entendu qu'elle s'éteint pour les entreprises et services en même temps que l'autorisation spéciale visée à l'article 2, et pour les organismes, en même temps que l'agrément pour l'organisation de la formation armes, visé en vertu de l'article 4, § 3, de la loi sur la sécurité privée.

Le renouvellement de l'autorisation de détention a lieu lorsque, sur proposition du demandeur, le Ministre joint la liste des armes concernées à la notification de la décision d'octroyer le renouvellement, en ce qui concerne les entreprises et services, de l'autorisation spéciale visée à l'article 2, et en ce qui concerne les organismes, de l'agrément pour l'organisation de la formation armes, visé en vertu de l'article 4, § 3, de la loi sur la sécurité privée.

Art. 8. Lors de l'introduction de la demande d'autorisation, le demandeur adresse à l'administration un dossier qui contient les éléments suivants:

1° une documentation ou un certificat d'un armurier, d'où il apparaît que l'arme répond aux conditions visées à l'article 31;

2° la nature, la marque, le modèle, le type et le calibre et, lorsque le demandeur possède l'arme, le numéro de série;

3° l'adresse du magasin d'armes dans lequel l'arme sera conservée;

4° la preuve du paiement des frais administratifs, redevables en vertu de l'article 20 de la loi sur la sécurité privée.

Le demandeur transmet, en même temps que la demande de renouvellement d'obtention de l'autorisation spéciale visée à l'article 2, la liste complète des armes pour lesquelles il souhaite renouveler le permis de détention avec, pour chaque arme, les mentions visées à l'alinéa 1er, 2° et 3°, ainsi que la preuve visée à l'alinéa 1er, 4°.

Pour une arme qui, dans le cadre du présent arrêté, est utilisée et conservée dans un siège d'exploitation situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne, l'autorisation de détention ne peut être délivrée avant l'accord préalable de cet Etat.

Art. 9. Pour chaque nouvelle arme que le demandeur souhaite détenir et pour laquelle une autorisation de détention est octroyée, l'administration délivre à l'entreprise, service ou organisme, un formulaire tel que prévu en vertu de la loi sur les armes. Ce formulaire donne la possibilité d'acquérir l'arme pour laquelle l'autorisation de détention est délivrée.

La souche du formulaire est conservée par l'administration. Un volet A est destiné à l'entreprise, service ou organisme à qui l'autorisation de détention est délivrée. Un volet B est, en cas d'acquisition, rempli par la personne cédant l'arme.

Art. 10. L'autorisation de détention prend fin de plein droit si :

1° l'entreprise ou service ne dispose plus de l'autorisation spéciale visée à l'article 2;

2° l'entreprise, service ou organisme ne satisfait plus aux conditions prévues à l'article 6;

3° la date de validité de l'autorisation est atteinte, sans que celle-ci soit renouvelée;

4° une des données figurant sur l'autorisation est modifiée;

5° l'arme a été détruite, perdue ou volée ou n'est plus en la possession de l'entreprise, service ou organisme qui dispose d'une autorisation de détention;

6° le volet B du formulaire visé à l'article 9 n'a pas été transmis à l'administration dans les trois mois suivant sa délivrance.

L'entreprise, service ou organisme transmet dans les 14 jours l'autorisation de détention à l'administration dans les cas visés à l'alinéa précédent, points 1°, 3°, 4°, 5° ou 6°.

#### CHAPITRE IV. - Autorisation de port d'armes.

Art. 11. Un agent de gardiennage et un chargé de cours ne peuvent porter une arme que s'il ont au préalable reçu une autorisation de port d'armes délivrée par le Ministre, après avis du procureur du Roi de l'arrondissement de leur résidence principale et à défaut d'avoir celle-ci en Belgique, de leur lieu de résidence et à défaut d'avoir une résidence en Belgique, du Ministre de la Justice.

En dérogation à l'alinéa précédent, un élève peut, sauf dans le cadre des exercices semestriels, porter une arme sans autorisation sur la ligne de tir du stand de tir, pour autant que cela se déroule dans le cadre de la formation port d'armes.

Art. 12. Pour obtenir une autorisation ou son renouvellement, les personnes concernées doivent satisfaire aux conditions suivantes:

1° en ce qui concerne un agent de gardiennage, disposer d'une expérience professionnelle utile d'au moins trois mois dans le cadre de l'exercice de l'activité concernée;

2° satisfaire aux conditions de formation pour le port d'armes, telles que prévues en vertu de l'article 6, alinéa 1er, 5°, de la loi sur la sécurité privée et être formé avec une arme dont la nature, le modèle et le type correspondent à ce pourquoi l'autorisation de port d'arme est demandée;

3° être médicalement apte à manipuler une arme sans danger pour lui-même ou pour autrui et ne pas présenter de contre-indications médicales pour le port d'une arme à feu;

4° ne pas faire l'objet d'une suspension en cours et ne pas faire l'objet d'un retrait, dont les motifs sont encore actuels, d'une autorisation de détention ou de port d'arme, dans le cadre de ses activités professionnelles ou d'autres activités;

5° être titulaire d'une carte d'identification concordant avec l'activité visée sous 1°, telle que visée à l'article 8, § 3, de la loi sur la sécurité privée;

6° satisfaire aux conditions prévues à l'article 5, § 4, 1° à 4°, de la loi sur les armes;

7° ne pas exercer d'activités, telles que visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de la loi sur la sécurité privée, des dans des lieux où l'on danse ou dans des cafés;

8° ne pas faire l'objet d'une enquête en cours sur les conditions de sécurité telle que visée à l'article 7 de la loi sur la sécurité privée ni d'une procédure telle que visée à l'article 17 de la loi sur la sécurité privée;

9° ne pas faire l'objet d'une instruction judiciaire.

Art. 13. L'autorisation de port d'armes prend fin de plein droit lorsque :

1° l'entreprise ou le service qui a demandé l'autorisation de port d'armes pour l'intéressé, ne dispose plus de l'autorisation spéciale visée à l'article 2;

2° l'entreprise, service ou organisme qui a demandé l'autorisation de port d'armes pour l'intéressé, ne dispose plus de l'autorisation de détention, visée à l'article 6, d'une arme dont la nature, le modèle et le type concordent avec la nature, le modèle et le type pour lesquels l'autorisation de port d'arme est demandée;

3° la personne concernée n'exerce plus à titre définitif au sein de l'entreprise, du service ou de l'organisme, les activités qui justifient une autorisation de port d'armes;

4° l'intéressé ne satisfait plus aux conditions visées à l'article 12, 2°, 3°, 5°, 6°, 7°, 8° et 9°.

Le ministre peut refuser, retirer ou suspendre l'autorisation de port d'armes si :

1° l'intéressé ne satisfait pas ou plus aux conditions visées à l'article 12, 4°, 8° et 9°;

2° il a été constaté à plusieurs reprises, durant maximum les deux années précédant, que l'intéressé a commis des infractions aux dispositions de la loi sur la sécurité privée ou à ses arrêtés d'exécution;

3° l'intéressé a commis des faits ou présente une attitude qui portent atteinte à la confiance placée en lui afin de lui permettre de porter une arme.

Art. 14. La délivrance de l'autorisation de port d'armes pour les agents de gardiennage s'opère par la mention de celle-ci sur la carte d'identification de l'intéressé, visée à l'article 8, § 3, de la loi sur la sécurité privée.

L'autorisation de port d'armes pour les chargés de cours est octroyée en vertu de la délivrance d'un document séparé qui est remis au demandeur dans les bureaux de l'administration.

Le chargé de cours doit porter sur lui le document visé à l'alinéa 2, à tout moment qu'il transporte ou porte une arme.

Art. 15. L'autorisation de port d'armes est valable pour une période maximale de 5 ans, étant entendu que s'il s'agit d'une entreprise ou service, elle expire en même temps que la validité de la carte d'identification visée à l'article 8, § 3, de la loi sur la sécurité privée.

L'entreprise ou service ne peut demander le renouvellement de l'autorisation de port d'armes que dans le cadre de la demande de renouvellement de la carte d'identification visée à l'article 8, § 3, de la loi sur la sécurité privée, et l'organisme ne peut le faire que dans le cadre du renouvellement de l'agrément du chargé de cours en vertu de l'article 6, alinéa 1er, 5°, de la loi sur la sécurité privée.

Son renouvellement éventuel doit être demandé à l'administration au plus tard 6 mois avant son échéance.

Art. 16. La demande d'autorisation de port d'armes ne peut être introduite que par l'entreprise, service ou organisme pour laquelle ou lequel l'intéressé dispose d'une carte d'identification s'il s'agit d'agents de gardiennage, et par laquelle ou lequel l'intéressé a été engagé s'il s'agit d'un chargé de cours.

Art. 17. La première demande d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de port d'armes pour des agents de gardiennage se déroule selon la manière prévue en vertu de l'article 8, § 3, alinéa 5, de la loi sur la sécurité privée pour la demande ou le renouvellement d'une carte d'identification.

Le demandeur joint au dossier les données suivantes, outre les données relatives à la demande et définies en vertu de l'article 8, § 3, alinéa 5, de la loi sur la sécurité privée:

1° les certificats de formation, d'où il apparaît que l'agent de gardiennage satisfait aux conditions visées à l'article 12, 2°;

2° une attestation médicale délivrée par un médecin tel que visé à l'article 14, alinéa 1er, de la loi sur les armes, d'où il ressort que l'agent de gardiennage satisfait aux conditions visées à l'article 12, 3°;

3° à propos de l'arme que l'agent de gardiennage va porter : la nature de l'arme, sa marque, son modèle, son type et son calibre;

Art. 18. Lors de la première demande d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de port d'armes pour un chargé de cours, le demandeur constitue un dossier qui contient les éléments suivants relatifs à l'intéressé :

1° son nom et prénom;

2° son lieu et date de naissance;

3° l'adresse de sa résidence principale;



4° son régime linguistique;

5° son numéro d'inscription au registre national;

6° un original du certificat de bonnes conduite, vie et moeurs (modèle 1) ou un certificat équivalent si l'intéressé réside à l'étranger; le certificat ne peut dater de plus de trois mois au moment de l'introduction de la demande;

7° les certificats de formation, d'où il apparaît que le chargé de cours satisfait aux conditions relatives à la formation armes;

8° une attestation médicale délivrée par un médecin tel que visé à l'article 14, alinéa 1er, de la loi sur les armes, d'où il ressort que le chargé de cours satisfait aux conditions visées à l'article 12, 3°;

9° à propos de l'arme que le chargé de cours va porter : la nature de l'arme, sa marque, son modèle, son type et son calibre.

Art. 19. Dans le cadre des formations armes et des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°, de la loi sur la sécurité privée, la personne concernée doit remettre, à la fin de chaque mission, sa carte d'identification à la personne responsable du magasin d'armes.

Dans les autres cas que ceux fixés à l'alinéa 1er, l'entreprise ou service peut exiger que la carte d'identification soit donné au responsable du magasin d'armes.

Art. 20. L'entreprise ou service doit renvoyer la carte d'identification à l'administration dans les 14 jours, selon les modalités et dans les cas prévus en vertu de l'article 8, § 3, alinéa 5, de la loi sur la sécurité privée, ainsi que dans le cas où l'autorisation de port d'armes prend fin en vertu de l'article 13.

Art. 21. L'organisme doit d'initiative transmettre le document visé à l'article 14, alinéa 2, dans les 14 jours à l'administration lorsque:

1° l'autorisation de port d'armes prend fin en vertu de l'article 13;

2° la date d'expiration de l'autorisation de port d'armes est atteinte;

3° une des données figurant sur le document est modifiée.

CHAPITRE V. - Magasin d'armes et registre d'armes.

Art. 22. Les objets suivants sont toujours conservés dans le magasin d'armes :

- 1° les armes;
- 2° les munitions;
- 3° la liste visée à l'article 28;
- 4° le registre visé à l'article 29;
- 5° les cartes d'identification des agents de gardiennage visés à l'article 19.
- 6° le cas échéant, les documents visés à l'article 23, alinéa 4, 6°.

Art. 23. Peut faire fonction de magasin d'armes, tout local:

- 1° qui fait partie d'un siège d'exploitation de l'entreprise, service ou organisme de formation;
- 2° qui est exclusivement utilisé comme magasin d'armes;
- 3° qui est réalisé en matériaux résistant aux effractions;
- 4° qui ne possède pas d'accès vers un espace accessible au public ou vers l'extérieur d'un bâtiment;
- 5° dont chaque accès est pourvu d'une porte blindée;
- 6° qui n'est pas indiqué par une mention ou une signalisation particulière;
- 7° dont l'intérieur n'est pas visible de l'extérieur du local;
- 8° qui est sous la surveillance d'un système d'alarme, relié à une centrale d'alarme, et d'une manière qui permet à la centrale d'alarme de détecter toute tentative d'intrusion ou de vol dans ce local spécifique;
- 9° qui est équipé d'un système de caméra relié à une centrale d'alarme de manière à donner à celle-ci la possibilité de vérifier au moyen d'images chaque alarme provenant du local et qui met la centrale d'alarme en mesure d'enregistrer au moyen d'un enregistrement des images chaque action dans le local, lorsque celui-ci est placé sous alarme.

Par siège d'exploitation, il n'est possible d'aménager qu'un seul magasin d'armes par entreprise, service ou organisme.

Le magasin d'armes contient exclusivement les objets qui appartiennent à l'organisme, entreprise ou service qui en est le gestionnaire.

En dérogation à ce qui est fixé à l'alinéa 1er, 1°, un magasin d'armes, géré par une entreprise, peut être installé chez un client pour qui l'entreprise concernée effectue des activités de gardiennage armées, pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites:

1° le magasin d'arme satisfait à toutes les dispositions visées au présent arrêté et dans la loi sur la sécurité privée;

2° le magasin d'arme doit en tout temps être géré par un responsable membre du personnel de l'entreprise;

3° l'entreprise est entièrement responsable du respect des dispositions visées sous 1° et 2°;

4° les personnes visées à l'article 16, ont en tout temps accès au magasin d'armes;

5° l'adresse du magasin d'armes se situe sur le territoire belge ou est inscrite dans le territoire d'une ambassade;

6° les obligations qui découlent des dispositions visées sous 1°, 2°, 3° et 4°, sont décrites en détail dans une convention écrite entre le client et l'entreprise, un duplicata de cette convention se trouve dans le magasin d'armes et dans le magasin d'armes du siège principal de l'entreprise.

Art. 24. Dans les organismes, entreprises ou services qui possèdent au maximum cinq armes au sein d'un siège d'exploitation ou dans les lieux visés à l'article 23, alinéa 4, il peut être fait usage d'un coffre-fort comme magasin d'armes.

Ce coffre-fort est situé dans un local qui répond aux conditions visées à l'article 23, 8° et 9°.

Ce coffre-fort est utilisé exclusivement pour la conservation des objets visés à l'article 22.

Art. 25. Chaque magasin d'armes est placé sous la surveillance d'un responsable qui satisfait aux conditions relatives à la formation armes et à l'article 8, § 2, alinéa 3, de la loi sur la sécurité privée.

Seuls le responsable du magasin d'armes et les personnes relevant de l'entreprise, du service ou de l'organisme, qui possèdent une autorisation de port d'armes, ont accès au magasin d'armes ou au local visé à l'article 24, alinéa 2.

Dans le magasin d'armes, chaque arme doit être rangée dans un endroit spécifique et identifié.

Art. 26. Les armes entreposées dans le magasin d'armes ne sont pas chargées.

Les munitions se trouvent dans le magasin d'armes dans un coffre de munitions séparé.

Art. 27. Le nombre maximal de munitions qui se trouvent dans un magasin d'armes d'une entreprise ou service ne peut excéder le nombre d'armes pour lesquelles une autorisation de détention est délivrée à l'adresse du magasin d'armes concerné, multiplié par la capacité d'emport du nombre d'armes.

Art. 28. Si une entreprise, service ou organisme ne dispose que d'un seul magasin d'armes, une liste de toutes les armes et de toutes les munitions que possède l'organisme, entreprise ou service, doit en permanence se trouver dans le magasin d'armes.

Lorsqu'une entreprise, service ou organisme dispose de plusieurs magasins d'armes :

1° dans chaque magasin d'armes, doit se trouver en permanence une liste de toutes les munitions et de toutes les armes qui sont conservées à l'endroit concerné ;

2° une copie de toutes les listes visées au 1° doit en permanence se trouver dans le magasin d'armes du siège d'exploitation où est établi le siège principal de l'entreprise, du service ou de l'organisme.

Les listes visées au présent article comprennent les nom et signature du responsable du magasin d'armes, la date de signature et, pour chaque arme, les données visées à l'article 8, 2°.

Art. 29. Aucune arme ne peut être enlevée du magasin d'armes ou y être replacée sans que la personne responsable du magasin d'armes n'ait inscrit les données suivantes dans un registre à feuillets fixes s'y trouvant en permanence:

1° le numéro d'identification de l'arme;

2° la date et l'heure de l'enlèvement ou du remplacement;

3° le nom, ainsi que, s'il s'agit d'agents de gardiennage, le numéro de la carte d'identification de la personne qui va porter l'arme durant son absence du magasin d'armes;

4° s'il s'agit de missions statiques, l'adresse d'exécution des missions armées ou s'il s'agit de missions mobiles, l'identification de la mission armée;

5° la signature du responsable du magasin d'armes.

Art. 30. Les personnes visées à l'article 16 de la loi sur la sécurité privée ont accès en tout temps au magasin d'armes et aux biens et aux documents qui s'y trouvent.

## CHAPITRE VI. - Modalités d'utilisation.

Art. 31. Les armes qui peuvent être détenues par les organismes, entreprises ou services et portées par les agents de gardiennage ou les chargés de cours sont un revolver d'un calibre inférieur à 10 millimètres ou un pistolet d'un calibre de 9 millimètres.

Les pistolets sont munis d'un dispositif grâce auquel il ne peut être tiré avec l'arme par la simple manipulation consistant à tirer la gâchette.

Art. 32. Les munitions qui peuvent être utilisées avec les armes ont un calibre de moins de 10 millimètres sur 19 millimètres pour un revolver et 9 millimètres sur 19 millimètres pour un pistolet.

Art. 33. Peuvent être portées et utilisées lors de l'exercice de leurs activités, seulement et uniquement des armes et munitions qui appartiennent à l'entreprise, service ou organisme pour laquelle ou lequel les intéressés disposent d'une carte d'identification, s'il s'agit d'agents de gardiennage, et par laquelle ou lequel les intéressés ont été engagés par l'organisme concerné s'il s'agit de chargés de cours.

Art. 34. Dans le cadre de la formation relative au port d'armes, un élève ne peut que porter et utiliser une arme qui est la propriété de l'organisme où il suit la formation armes et pour laquelle l'organisme dispose d'une autorisation de détention telle que visée à l'article 6.

En dérogation à ce qui est fixé au précédent alinéa, les élèves qui disposent d'une autorisation de port d'armes peuvent, lors des exercices de tir semestriels, porter et utiliser l'arme qui est propriété de l'entreprise ou service pour laquelle ou lequel ils disposent d'une carte d'identification.

Art. 35. Les agents de gardiennage ne peuvent porter des armes que si cela s'avère nécessaire du fait que l'utilisation d'autres moyens ou méthodes ne pourrait prévenir ou diminuer de manière suffisante le risque particulier pour la sécurité auquel sont exposés les agents de gardiennage ou les personnes qu'ils protègent.

Art. 36. L'activité visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi sur la sécurité privée, ne peut être effectuée de manière armée que dans des lieux où n'est supposée être présente aucune autre personne hormis des agents de gardiennage.

La disposition de l'alinéa 1er n'est pas d'application lorsqu'un risque exceptionnel pour la sécurité justifie une dérogation à cette disposition et que celui-ci est constaté de manière motivée par l'instance désignée par le ministre, dans une attestation qu'elle transmet au gestionnaire des lieux.

Art. 37. L'activité visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 2°, de la loi sur la sécurité privée, ne peut être effectuée de manière armée que si la personne à protéger court un risque important de sécurité et que la protection armée limite ce risque important dans une large mesure.

Le risque visé à l'alinéa 1er doit apparaître sur une attestation transmise à l'intéressé par l'instance désignée par le ministre.

Art. 38. Le ministre peut fixer les modalités que les instances visées aux articles 36 et 37 doivent prendre en compte lors de la prise de leur décision, ainsi que les avis qu'elles doivent recueillir à ce propos.

Une attestation telle que visée aux articles 36 et 37, est valable jusqu'à la date de fin de la première convention de gardiennage entre l'entreprise et son client, dans le cas d'une entreprise, et, dans le cas d'un service, de la première activité de gardiennage armée qui suit la délivrance de l'attestation.

L'intéressé remet les attestations visées aux articles 36 et 37 à l'entreprise ou service qui effectuera la mission armée. L'entreprise ou service transmet les attestations à l'administration, dans le cas de l'article 36, avant le début de la mission, et immédiatement dans le cas de l'article 37.

L'entreprise ou service avise l'administration des missions armées visées à l'article 36, alinéa 1er, avant le début de celles-ci, en mentionnant le nom du mandant et l'adresse d'exécution.

Art. 39. Un agent de gardiennage ou un chargé de cours ne peut jamais se déplacer armé vers le lieu d'exécution de sa mission.

Art. 40. Une arme ne peut être transportée que déchargée, soit du ou vers le lieu d'exécution de la mission, soit vers le lieu où commence la mission, soit du ou vers le lieu de la formation armes.

Pendant le transport, l'arme se trouve dans un coffre de transport fermé.

Les munitions sont en outre transportées séparément de l'arme ou du coffre de transport dans lequel celle-ci se trouve.

Art. 41. L'arme utilisée dans le cadre de la formation armes ne peut être transportée que par un chargé de cours, détenteur d'une autorisation de port d'armes.

Art. 42. Pendant l'exécution de sa mission, l'agent de gardiennage doit porter l'arme dans une gaine fermée et adaptée à l'arme, qui empêche que l'arme puisse être facilement saisie par un tiers.

Art. 43. Une arme ne peut être portée avec une balle dans la chambre.

Art. 44. Le nombre maximum de munitions qu'un agent de gardiennage peut avoir sur lui lors du transport de l'arme et de l'exécution de sa mission, ne dépasse pas le nombre de munitions que son arme peut contenir.

Art. 45. Après chaque mission, l'arme et les munitions doivent être conservées dans le magasin d'armes.

Art. 46. Chaque fois qu'il est tiré avec une arme en-dehors des exercices de tir organisés dans le cadre de la formation armes, l'entreprise, service ou organisme en fait la déclaration à la police locale.

L'entreprise, service ou organisme mentionne également ce fait à l'administration sous la forme d'un rapport circonstancié dans les trois jours ouvrables.

Art. 47. Le rapport visé à l'article 46, alinéa 2, contient au moins:

1° une description précise des faits;

2° l'adresse du lieu et l'heure des faits;

3° les noms et adresses des personnes impliquées dans les faits;

4° les noms et adresses du ou des responsables des personnes visées au point 3°;

5° les mesures prises ou envisagées par l'entreprise, service ou organisme suite aux faits;

6° le nom du service de police et le numéro du procès-verbal de constatation des faits;

Art. 48. L'entreprise, service ou organisme fait une déclaration à la police locale et mentionne le fait dans le même délai à l'administration chaque fois qu'une arme qu'elle ou il détient est perdue, volée ou détruite.

Art. 49. Chaque fois qu'une entreprise, service ou organisme prend des mesures contre un membre de son personnel, à la suite du non respect de la réglementation ou de procédures déterminées par l'employeur ou de son attitude concernant le port ou la manipulation d'armes, elle ou il mentionne à l'administration dans les trois jours ouvrables :

1° les nom et adresse de la personne qui fait l'objet de la mesure;

2° une description circonstanciée des faits qui justifient la mesure, ainsi que le lieu et l'heure auxquels ils se sont produits;

3° les mesures prises et le moment auquel elles ont été prises.

#### CHAPITRE VII. - Dispositions finales.

Art. 50. Pour être désigné comme organisme de contrôle par le ministre afin d'effectuer les missions visées à l'article 51, l'organisme doit adresser une demande au ministre. Cette demande doit être accompagnée de la preuve selon laquelle l'organisme est accrédité, sur la base de la norme EN 45004, par le système belge d'accréditation conformément à la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais, ou encore par un organisme d'accréditation similaire, mis en place au sein de l'espace économique européen.

Art. 51. L'organisme de contrôle effectue à la demande de l'entreprise, service ou organisme concerné(e) un rapport de contrôle circonstancié par magasin d'arme, et lorsqu'il constate que le magasin d'armes est conforme aux dispositions visées à l'article 23, il délivre une attestation de contrôle au mandant demandeur, dans les 14 jours de la réalisation du contrôle.

L'organisme de contrôle transmet à l'administration le duplicata du rapport de contrôle et l'attestation de contrôle, dans les 14 jours de leur établissement.

Art. 52. Les frais liés à la mission de l'organisme de contrôle sont à la charge du demandeur.



Art. 53. Aucun magasin d'arme ne peut être érigé et des armes utilisées dans le cadre du présent arrêté ne peuvent être conservées dans un siège d'exploitation situé dans un autre Etat membre de l'Union européenne sans l'accord préalable de cet Etat.

Art. 54. Lors de l'exécution de leurs missions, les agents de gardiennage, entreprises et services ne peuvent détenir ou utiliser aucunes menottes.

Art. 55. L'entreprise, service ou organisme transmettent à l'administration les données et documents visés au présent arrêté par lettre recommandée à la poste.

En dérogation au premier alinéa, le Ministre peut décider qu'un ou plusieurs documents ou données visés au présent arrêté doivent être transmis par voie électronique à l'administration et selon les instructions de celle-ci.

Art. 56. Le ministre peut établir qu'une ou plusieurs données ou qu'un ou plusieurs documents ne doivent plus être transmis dans la mesure où ils peuvent être consultés de manière automatisée par l'administration.

Art. 57. Les renseignements relatifs aux autorisations visées aux articles 6 et 11, font l'objet d'une inscription au Registre central des Armes par l'administration.

Art. 58. Lorsque le ministre estime qu'une des dispositions, visées aux articles 4, alinéa 1er, 10 ou 13, est d'application, il informe de la situation naissante, suivant le cas, l'entreprise, service ou organisme.

L'entreprise, service ou organisme peut endéans les quinze jours fournir par écrit des éclaircissements concernant cette situation, apres quoi le ministre constatera ou non que la disposition est d'application.

Art. 59. Les autorisations spéciales délivrées en vertu de l'arrête royal du 24 mai 1991 relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage, ainsi que les autorisations de détention délivrées en vertu de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, aux entreprises ou services avant la date d'entree en vigueur du présent arrêté, restent valables jusqu'à la date d'extinction de l'autorisation visée à l'article 2, § 1er, de la loi sur la sécurité privée, qui est délivrée à l'entreprise ou service concerné(e).

Art. 60. Les autorisations de port d'armes délivrées en vertu de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes aux agents de gardiennage avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, demeurent valables jusqu'à leur date d'expiration.

Art. 61. Dans l'attente de la reconnaissance des médecins, telle que visée à l'article 14, alinéa 1er, de la loi sur les armes, un certificat médical du médecin du travail ou médecin traitant vaut comme certificat visé à l'article 14, 8°.

Art. 62. Dans l'attente de la désignation d'un organisme de contrôle, visé à l'article 50, il est satisfait à la condition visée à l'article 5, alinéa 3, par le fait que l'entreprise, service ou organisme transmet une documentation par laquelle il apparaît de manière concluante que le demandeur dispose d'un magasin d'armes qui répond aux conditions de l'article 23.

Art. 63. Les dispositions visées aux articles 36 et 38, alinéas 2 et 3, ne sont pas d'application pour les activités de gardiennage dont l'exécution a été commencée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, et qui sont effectuées, dans le cas d'une entreprise, dans le cadre de la même convention de gardiennage ou, dans le cas d'un service, d'une manière ininterrompue.

Dans les cas visés à l'alinéa 1er, l'entreprise ou service avise l'administration de l'activité armée visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi sur la sécurité privée, en mentionnant le nom du mandant et l'adresse d'exécution, endéans les deux mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 64. L'arrêté royal du 24 mai 1991 relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage est abrogé.

Art. 65. Le ministre fixe la date d'entrée en vigueur des articles 36 et 37.

Les autres articles du présent arrêté entrent en vigueur le jour de sa publication dans le Moniteur belge.

Art. 66. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'application du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 novembre 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAEEL.

Préambule Texte Table des matières Début

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière, notamment les articles 2, § 1er, 8, § 2 et § 5, 17 et 20;

Vu l'arrêté royal du 24 mai 1991 relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 20 juillet 2006;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'article 41 de la loi sur les armes du 8 juin 2006 est entré en vigueur le 9 juin 2006 et que cet article transfère dans le chef du Ministre de l'Intérieur la compétence de délivrance des autorisations de détention et port d'armes dans le secteur de la sécurité privée alors qu'auparavant cette compétence était exercée par les chefs de corps de la police locale et par les gouverneurs de province; qu'il est dès lors urgent, dans l'intérêt de la protection de l'ordre et de la sécurité publics, de prendre des dispositions d'exécution de l'article susmentionné;

Vu l'avis 41.422/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 octobre 2006 en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

HOOFDSTUK I. - Definities.

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet private veiligheid : de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid;

2° de wapenwet : de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens;

3° wapenkamer : wapenkamer zoals bedoeld in artikel 8, § 2, derde lid, van de wet private veiligheid;

4° instelling: instelling, zoals bedoeld in artikel 1, § 8, van de wet private veiligheid;

5° onderneming : bewakingsonderneming, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, van de wet private veiligheid;

6° dienst: interne bewakingsdienst, zoals bedoeld in artikel 1, § 2, van de wet private veiligheid;

7° bewakingsagent : personeelslid in de zin van artikel 6 van de wet private veiligheid, belast met activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet private veiligheid;

8° wapenopleiding : de opleiding en de schietoefeningen die krachtens artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet private veiligheid moet gevolgd worden voor het uitoefenen van gewapende opdrachten;

9° lesgever: persoon aangesteld door een instelling, belast met het verstrekken van de wapenopleiding;

10° de minister : de minister van Binnenlandse Zaken;

11° administratie : de Directie Private Veiligheid bij de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

## HOOFDSTUK II. - Bijzondere toestemming tot het uitvoeren van gewapende bewakingsactiviteiten.

Art. 2. Ondernemingen of diensten komen slechts in aanmerking voor het verrichten van bewakingsactiviteiten op een gewapende wijze na hiertoe de bijzondere toestemming van de minister te hebben bekomen. Deze toestemming wordt enkel verleend indien de onderneming of dienst :

1° aantoonbaar activiteiten uit te oefenen die beantwoorden aan de vereiste, bedoeld in artikel 35;

2° niet hoofdzakelijk activiteiten verricht, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, van de wet private veiligheid, in dansgelegenheden of herbergen of geen banden heeft met een onderneming of dienst die deze activiteiten hoofdzakelijk verricht in deze plaatsen;

3° over de vergunning beschikt, bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet private veiligheid voor het uitoefenen van activiteiten, waarbij het dragen van wapens beoogd wordt en, met uitzondering van de activiteit, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, deze activiteit, minstens gedurende twee jaar zonder wapen effectief heeft uitgeoefend;

4° aantoonbaar dat het dragen van wapens bij het uitoefenen van haar activiteiten gedekt is door een verzekering, bedoeld in artikel 3 van de wet private veiligheid;

5° beschikt over minstens één afzonderlijke wapenkamer, zoals bedoeld in artikel 23;

6° beschikt over minstens twee uitvoerende personeelsleden die voldoen aan de vereisten inzake wapenopleiding;

7° niet het voorwerp uitmaakt van een procedure bedoeld in artikel 17 van de wet private veiligheid;

8° voldaan heeft aan de betaling van de administratiekosten, verschuldigd krachtens artikel 20 van de wet private veiligheid.

Art. 3. De bijzondere toestemming is geldig voor een duur van vijf jaar, met dien verstande dat ze vervalt samen met de vergunning bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet private veiligheid die aan de betrokken onderneming of dienst is uitgereikt.

De onderneming of dienst kan de vernieuwing van de bijzondere toestemming enkel aanvragen in het kader van de vernieuwingsaanvraag van een vergunning bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet private veiligheid.

Elke aanvraag, bedoeld in dit artikel dient, samen met de documenten bedoeld in artikel 8, uiterlijk 6 maanden voor de beoogde toestemming of de vernieuwing ervan, bij de administratie te worden ingediend.

Art. 4. De bijzondere toestemming neemt van rechtswege een einde wanneer de onderneming of dienst niet langer voldoet aan de vereisten, bedoeld in artikel 2.

De minister kan de bijzondere toestemming weigeren, schorsen of intrekken indien :

1° in de periode van maximum twee voorbije jaren, herhaaldelijk is vastgesteld dat de onderneming of dienst inbreuken pleegde op de bepalingen van de wet private veiligheid of haar uitvoeringsbesluiten;

2° leden van het leidinggevend personeel feiten gepleegd hebben die raken aan het vertrouwen die in de onderneming of dienst gesteld wordt om gewapende activiteiten te verrichten;

3° leden van het leidinggevend personeel van de onderneming of dienst het voorwerp uitmaken van een lopend onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet private veiligheid of van een procedure, bedoeld in artikel 17 van de wet private veiligheid;

4° leden van het leidinggevend personeel van de onderneming of dienst het voorwerp uitmaken van een gerechtelijk onderzoek;

5° is vastgesteld dat de bewakingsagenten behorend tot de onderneming of dienst in het kader van hun beroepsactiviteiten wapens dragen in strijd met de wapenwet, de wet private veiligheid of dit besluit en

aan de verplichting, bedoeld in artikel 15, § 1, tweede lid, van de wet private veiligheid, op een onvoldoende wijze is voldaan.

Art. 5. Bij de eerste aanvraag en de vernieuwing van de aanvraag van de bijzondere toestemming, maakt de aanvrager een dossier over aan de administratie, dat volgende gegevens bevat:

1° een precieze beschrijving van de activiteiten waarvoor wapens zullen worden gedragen en een omstandige motivering die de vereiste, bedoeld in artikel 2, 1°, schraagt;

2° een verklaring op eer dat de aanvrager voldoet aan de vereisten, bedoeld in artikel 2, 2°;

3° een kopie van de verzekeringsovereenkomst, waaruit blijkt dat voldaan is aan de vereiste, bedoeld in artikel 2, 4°;

4° de namen van de personeelsleden, bedoeld in artikel 2, 6°, en het bewijs dat ze voldoen aan de vereisten inzake wapenopleiding;

5° schriftelijke bewijsmiddelen, met uitzondering van de verklaring, waaruit blijkt dat de onderneming of dienst voldoet aan de vereiste bedoeld in artikel 2, 3°;

6° het bewijs van betaling van de administratiekosten, verschuldigd krachtens artikel 20 van de wet private veiligheid;

7° de lijst van de wapenkamers, met aanduiding van het type, de naam van de plaats, het adres en de naam van het personeelslid, bedoeld in artikel 8, § 2, derde lid van de wet private veiligheid.

De gegevens, bedoeld in het eerste lid, 5°, zijn niet vereist bij de aanvraag tot vernieuwing van de bijzondere toestemming.

De bijzondere toestemming kan slechts verleend worden nadat de administratie door de keuringsinstelling, bedoeld in artikel 50, in het bezit is gesteld van de keuringsattesten, bedoeld in artikel 51, waaruit blijkt dat de wapenkamers, waarover de aanvrager beschikt voldoen aan de vereisten bedoeld in artikel 23.

Indien een wapenkamer wordt ingericht in een exploitatiezetel die zich in een andere lidstaat van de Europese Unie bevindt, kan de bijzondere toestemming niet eerder worden verleend dan na voorafgaand akkoord van die staat.

HOOFDSTUK III. - Bezitsvergunning.

Art. 6. Een onderneming, dienst of instelling kan slechts een wapen bezitten nadat ze hiervoor een bezitsvergunning heeft gekregen van de minister. Deze vergunning wordt slechts afgeleverd indien de aanvrager:

1° aantoont dat het wapen dat de onderneming, dienst of instelling, al gelang het geval, beoogt te bezitten of bezit, beantwoordt aan de vereisten bedoeld in artikel 31;

2° in het geval van een onderneming of een dienst, in het bezit is van de bijzondere toestemming bedoeld in artikel 2;

3° in het geval van een onderneming of dienst, aantoont dat de som van de wapens die hij in zijn bezit heeft en het aantal wapens waarvoor hij een bezitsvergunning aanvraagt, niet hoger is dan het aantal bewakingsagenten, vermeerderd met 10%, die aan de vereiste van wapenopleiding voldoen;

4° in het geval van een instelling, krachtens artikel 4, § 3, van de wet private veiligheid, erkend is voor het organiseren van de wapenopleiding;

5° voldaan heeft aan de betaling van de administratiekosten, verschuldigd krachtens artikel 20 van de wet private veiligheid.

Art. 7. De vergunning is geldig voor een maximumduur van vijf jaar, met dien verstande dat ze vervalst voor ondernemingen en diensten samen met de bijzondere toestemming, bedoeld in artikel 2, en voor instellingen samen met de erkenning voor het organiseren van de wapenopleiding, bedoeld krachtens artikel 4, § 3, van de wet private veiligheid.

De vernieuwing van de bezitsvergunning geschiedt doordat, op voorstel van de aanvrager, de minister de lijst voegt van de betrokken wapens bij de notificatie van de beslissing tot het toekennen van de vernieuwing van, voor wat betreft ondernemingen en diensten, de bijzondere toestemming, bedoeld in artikel 2, en voor wat betreft instellingen, de erkenning voor het organiseren van de wapenopleiding, bedoeld krachtens artikel 4, § 3, van de wet private veiligheid.

Art. 8. Bij de eerste aanvraag van de bezitsvergunning, maakt de aanvrager aan de administratie een dossier over, dat volgende gegevens bevat:

1° een documentatie of een attest van een wapenhandelaar, waaruit blijkt dat het wapen voldoet aan de vereisten bedoeld in artikel 31;

2° de aard, het merk, het model, het type en het kaliber en in het geval de aanvrager het wapen bezit, het serienummer;

3° het adres van de wapenkamer waar het wapen zal bewaard worden;

4° het bewijs van betaling van de administratiekosten, verschuldigd krachtens artikel 20 van de wet private veiligheid.

De aanvrager maakt samen met de vernieuwingsaanvraag tot het verkrijgen van de bijzondere toestemming, bedoeld in artikel 2, de volledige lijst over van de wapens waarvoor hij de bezitsvergunning wenst te vernieuwen met voor elk wapen de vermeldingen, bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, alsmede het bewijs, bedoeld in het eerste lid, 4°.

In een wapen, dat in het kader van dit besluit wordt aangewend, bewaard, in een exploitatiezetel die zich in een andere lidstaat van de Europese Unie bevindt, kan de bezitsvergunning niet eerder worden verleend dan na voorafgaand akkoord van die staat.

Art. 9. De administratie levert aan de onderneming, dienst of instelling voor elk nieuw wapen die de aanvrager beoogt te bezitten en waarvoor een bezitsvergunning is toegekend, een formulier af, zoals bedoeld krachtens de wapenwet. Dit formulier verleent de mogelijkheid het wapen, waarvoor de bezitsvergunning is uitgereikt, te verwerven.

De souche van het formulier wordt bewaard door de administratie. Een deel A is bestemd voor de onderneming, dienst of instelling aan wie de bezitsvergunning werd toegekend. Een deel B wordt, in geval van verwerving, ingevuld door de overdrager van het wapen.

Art. 10. De bezitsvergunning neemt van rechtswege een einde wanneer :

1° de onderneming of dienst niet langer beschikt over de bijzondere toestemming, zoals bedoeld in artikel 2;

2° de onderneming, dienst of instelling niet langer aan de vereisten voldoet, zoals bedoeld in artikel 6;

3° de vervaldatum van de bezitsvergunning, zonder dat deze vernieuwd is, is bereikt;

4° één van de gegevens die op de bezitsvergunning voorkomen, gewijzigd is;

5° het wapen vernietigd werd, verloren of gestolen is of niet langer in het bezit is van de onderneming, dienst of instelling die over de bezitsvergunning beschikt;

6° het deel B van het formulier, bedoeld in artikel 9, niet binnen de drie maanden na zijn uitreiking aan de administratie is overgemaakt.

De onderneming, dienst of instelling maakt binnen de 14 dagen de bezitsvergunning aan de administratie over in de gevallen bedoeld onder het vorig lid, 1°, 3°, 4°, 5° of 6°.



#### HOOFDSTUK IV. - Wapendrachtvergunning.

Art. 11. Een bewakingsagent en een lesgever kunnen enkel en alleen een wapen dragen nadat ze daartoe een vergunning verkregen hebben door de minister, na advies van de procureur des Konings van het arrondissement van de hoofdverblijfplaats en bij ontstentenis ervan in België, van hun verblijfplaats en bij ontstentenis van een verblijfplaats in België, de Minister van Justitie.

In afwijking van wat bepaald is in het vorige lid kan een cursist, behoudens in het geval van de zesmaandelijke schietoefeningen, aan de schietlijn van de schietstand een wapen dragen zonder vergunning, voor zover dit gebeurt in het kader van zijn opleiding wapendracht.

Art. 12. Om een vergunning of de vernieuwing ervan te bekommen, dienen de betrokkenen aan volgende voorwaarden te voldoen:

1° voor wat betreft een bewakingsagent, beschikken over een nuttige beroepservaring van minstens drie maanden in het uitoefenen van de betrokken activiteit;

2° voldoen aan de opleidingsvoorwaarden met betrekking tot wapendracht, zoals bedoeld krachtens artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet private veiligheid en zijn opgeleid met een wapen, waarvan de aard, het model en het type overeenstemmen met dit waarvoor de wapendrachtvergunning wordt aangevraagd;

3° op medisch vlak in staat zijn een wapen te manipuleren zonder gevaar voor zichzelf of voor anderen en geen medische tegenindicaties vertonen voor het dragen van een vuurwapen;

4° niet het voorwerp zijn van een lopende schorsing en niet het voorwerp zijn van een intrekking met nog actuele redenen, van een vergunning tot het bezit of het dragen van een wapen, in het kader van zijn beroeps- of andere activiteiten;

5° houder zijn van een met de onder 1° bedoelde activiteit overeenstemmende identificatiekaart, zoals bedoeld in artikel 8, § 3, van de wet private veiligheid;

6° voldoen aan de vereisten, zoals bedoeld in artikel 5, § 4, 1° tot 4°, van de wapenwet;

7° geen activiteiten uitoefenen, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, van de wet private veiligheid in dansgelegenheden of herbergen;

8° niet het voorwerp uitmaken van een lopend onderzoek naar de veiligheidsvoorwaarden, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet private veiligheid of van een procedure, bedoeld in artikel 17 van de wet private veiligheid;

9° niet het voorwerp uitmaken van een gerechtelijk onderzoek.

Art. 13. De wapendrachtvergunning neemt van rechtswege een einde wanneer:

1° de onderneming of dienst, die de wapendrachtvergunning voor betrokkene heeft aangevraagd, niet langer beschikt over de bijzondere toestemming, bedoeld in artikel 2;

2° de onderneming, dienst of instelling die de wapendrachtvergunning voor betrokkene heeft aangevraagd, niet langer beschikt over de bezitsvergunning, bedoeld in artikel 6, van een wapen waarvan de aard, het model en het type overeenstemt met de aard, het model en het type waarvoor de wapendrachtvergunning wordt aangevraagd;

3° de betrokkene de activiteiten die een wapendrachtvergunning rechtvaardigen binnen de onderneming, de dienst of instelling definitief niet langer uitoefent;

4° de betrokkene niet langer voldoet aan de vereisten, bedoeld in artikel 12, 2°, 3°, 5°, 6°, 7°, 8° en 9°.

De minister kan de wapendrachtvergunning weigeren, schorsen of intrekken indien:

1° de betrokkene niet of niet langer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 12, 4°, 8° en 9°;

2° in de periode van maximum twee voorbije jaren, herhaaldelijk is vastgesteld dat de betrokkene inbreuken pleegde op de bepalingen van de wet private veiligheid of haar uitvoeringsbesluiten;

3° de betrokkene feiten gepleegd heeft of een attitude vertoonde die raken in het vertrouwen die in de betrokkene gesteld wordt om een wapen te dragen.

Art. 14. De wapendrachtvergunning voor bewakingsagenten wordt verleend door de vermelding ervan op de identificatiekaart van de betrokkene, zoals bedoeld in artikel 8, § 3, van de wet private veiligheid.

De wapendrachtvergunning voor lesgevers wordt verleend door de uitreiking van een afzonderlijk document dat in de kantoren van de administratie aan de aanvrager wordt afgeleverd.

De lesgever moet het document, bedoeld in het tweede lid, op elk ogenblik dat hij een wapen vervoert of draagt, bij zich dragen.

Art. 15. De wapendrachtvergunning is geldig voor een maximumduur van 5 jaar, met dien verstande dat ze, in het geval van een onderneming of dienst, vervalt samen met de geldigheid van de identificatiekaart bedoeld in artikel 8, § 3, van de wet private veiligheid.

De onderneming of dienst kan de vernieuwing van de wapendrachtvergunning enkel aanvragen in het kader van de vernieuwingsaanvraag van de identificatiekaart, bedoeld in artikel 8, § 3, van de wet private

veiligheid en de instelling in het kader van de vernieuwing van de erkenning van de lesgever, krachtens artikel 6, eerste lid, 5°, van de wet private veiligheid.

De eventuele vernieuwing ervan moet aangevraagd zijn bij de administratie uiterlijk zes maanden vóór de vervaldatum.

Art. 16. De aanvraag tot het bekomen van een wapendrachtvergunning kan uitsluitend worden ingediend door de bewakingsonderneming, dienst of instelling, waarvoor de betrokkene, in het geval van een bewakingsagent, over een identificatiekaart beschikt, en in het geval van een lesgever, aangesteld is.

Art. 17. De eerste aanvraag of de vernieuwing van de aanvraag van een wapendrachtvergunning voor bewakingsagenten geschiedt op de wijze, zoals voorzien krachtens artikel 8, § 3, vijfde lid, van de wet private veiligheid, voor de aanvraag of de vernieuwing van een identificatiekaart.

De aanvrager voegt bij het dossier, naast de aanvraaggegevens, bepaald krachtens artikel 8, § 3, vijfde lid, van de wet private veiligheid, volgende gegevens :

1° de bekwaamheidsattesten, waaruit blijkt dat de bewakingsagent voldoet aan de vereisten bedoeld in artikel 12, 2°;

2° een medisch attest van een arts, zoals bedoeld in artikel 14, eerste lid, van de wapenwet, waaruit blijkt dat de bewakingsagent voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 12, 3°;

3° aangaande het wapen dat de bewakingsagent zal dragen: de aard van het wapen, het merk, model, type en het kaliber;

Art. 18. Bij de eerste aanvraag of de vernieuwing van de aanvraag voor een wapendrachtvergunning voor een lesgever, voegt de aanvrager een dossier, dat, aangaande de betrokkene, volgende gegevens bevat :

1° zijn naam en voornaam;

2° zijn geboorteplaats en geboortedatum;

3° het adres van zijn hoofdverblijfplaats;

4° zijn taalregime;

5° zijn nummer van het bevolkingsregister;

6° het origineel van het getuigschrift van goed zedelijk gedrag (model 1) of een gelijkwaardig getuigschrift indien betrokkene in het buitenland verblijft; het getuigschrift mag niet meer dan drie maanden oud zijn op het ogenblik van de aanvraag;

7° de bekwaamheidsattesten, waaruit blijkt dat de lesgever voldoet aan de vereisten aangaande wapenopleiding;

8° een medisch attest van een arts, zoals bedoeld in artikel 14, eerste lid van de wapenwet, waaruit blijkt dat de lesgever voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 12, 3°;

9° aangaande het wapen die de lesgever zal dragen: de aard van het wapen, het merk, model, type en het kaliber.

Art. 19. De betrokkene dient, in het geval van wapenopleiding en activiteiten bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 3°, van de wet private veiligheid, bij het einde van elke opdracht zijn identificatiekaart af te geven aan de verantwoordelijke van de wapenkamer.

In de andere, dan in het eerste lid bepaalde gevallen, kan de onderneming of dienst vereisen dat de identificatiekaart wordt afgegeven aan de verantwoordelijke van de wapenkamer.

Art. 20. De onderneming of dienst moet, volgens de modaliteiten en in de gevallen voorzien krachtens artikel 8, § 3, vijfde lid, van de wet private veiligheid, evenals in het geval de wapendrachtvergunning, krachtens artikel 13 een einde neemt, binnen de 14 dagen de identificatiekaart terugsturen aan de administratie.

Art. 21. De instelling moet op eigen initiatief het document, bedoeld in artikel 14, tweede lid, binnen de 14 dagen aan de administratie overmaken, indien:

1° de wapendrachtvergunning, krachtens artikel 13 een einde neemt;

2° de vervaldatum van de wapendrachtvergunning een bereikt is;

3° één van de gegevens die op het document voorkomen, gewijzigd is.

HOOFDSTUK V. - Wapenkamer en wapenregister.

Art. 22. De volgende voorwerpen worden altijd in de wapenkamer bewaard :

- 1° de wapens;
- 2° de munitie;
- 3° de lijst bedoeld in artikel 28;
- 4° het register bedoeld in artikel 29;
- 5° de identificatiekaarten van bewakingsagenten bedoeld in artikel 19.
- 6° in voorkomend geval, de documenten, bedoeld in artikel 23, vierde lid, 6°.

Art. 23. Als wapenkamer kan elk lokaal dienst doen:

- 1° dat deel uitmaakt van een exploitatiezetel van de onderneming, dienst of instelling;
- 2° dat uitsluitend als wapenkamer gebruikt wordt;
- 3° dat uitgevoerd is in inbraakbestendige materialen;
- 4° dat geen toegang heeft tot een publiek toegankelijke ruimte of tot de buitenkant van een gebouw;
- 5° waarvan elke toegang voorzien is van een gepantserde deur;
- 6° dat niet door een bewegwijzering of vermelding aangegeven is;
- 7° waarvan de binnenzijde, van buiten het lokaal, niet zichtbaar is;
- 8° dat onder bewaking staat van een alarmsysteem, aangesloten op een alarmcentrale en op een wijze dat de alarmcentrale in staat is elke poging tot inbraak of diefstal in dit specifieke lokaal als dusdanig vast te stellen;
- 9° dat uitgerust is met een camerasysteem, aangesloten op een alarmcentrale op een wijze die deze de mogelijkheid biedt elk alarm afkomstig van het lokaal door middel van beelden te verifiëren en de alarmcentrale in staat stelt elke handeling in het lokaal, wanneer het onder alarm staat, door middel van beeldregistratie vast te leggen.

Per exploitatiezetel kan, per onderneming, dienst of instelling slechts één wapenkamer worden ingericht.

De wapenkamer bevat uitsluitend de voorwerpen die toebehoren aan de instelling, onderneming of dienst die er de beheerder van is.

In afwijking van wat bepaald is in het eerste lid, 1°, kan een wapenkamer, beheerd door een onderneming, worden ingericht bij een klant, waar de betrokken onderneming gewapende bewakingsactiviteiten uitvoert, voor zover aan volgende voorwaarden voldaan is :

1° de wapenkamer voldoet aan alle bepalingen bedoeld in dit besluit en de wet private veiligheid;

2° de wapenkamer wordt ten allen tijde beheerd door een verantwoordelijk personeelslid van de onderneming;

3° de onderneming is volledig verantwoordelijk voor het naleven van de bepaling, bedoeld onder 1° en 2°;

4° de personen, bedoeld in artikel 16, hebben ten allen tijde toegang tot de wapenkamer;

5° het adres van de wapenkamer bevindt zich op Belgisch grondgebied of is ingericht op het grondgebied van een ambassade;

6° de verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen, bedoeld onder 1°, 2°, 3° en 4° zijn gedetailleerd beschreven in een schriftelijke overeenkomst tussen de klant en de onderneming; een duplicaat van deze overeenkomst bevindt zich in de wapenkamer en in de wapenkamer van de hoofdzetel van de onderneming.

Art. 24. In de instellingen, ondernemingen of diensten die maximum vijf wapens in een exploitatiezetel bezitten of in de plaatsen bedoeld in artikel 23, vierde lid, kan gebruik maken worden van een brandkoffer als wapenkamer.

Deze brandkoffer bevindt zich in een lokaal, dat voldoet aan de vereisten, bedoeld in artikel 23, 8° en 9°.

Deze brandkoffer wordt uitsluitend voor de bewaring van de voorwerpen, bedoeld in artikel 22, gebruikt.

Art. 25. Elke wapenkamer staat onder het toezicht van een verantwoordelijke die voldoet aan de vereiste inzake wapenopleiding en artikel 8, § 2, derde lid van de wet private veiligheid.

Enkel de verantwoordelijke van de wapenkamer en personen behorend tot de onderneming, dienst of instelling, die houder zijn van een wapendrachtvergunning, hebben toegang tot de wapenkamer of tot het lokaal bedoeld in artikel 24, tweede lid.

Elk wapen moet in de wapenkamer op een specifieke en geïdentificeerde plaats opgeborgen worden.

Art. 26. De wapens die zich in de wapenkamer bevinden zijn niet geladen.

De munitie bevindt zich in de wapenkamer in een afzonderlijke afgesloten munitiekoffer.

Art. 27. Het maximum aantal stuks munitie dat zich in een wapenkamer van een onderneming of dienst bevindt, mag niet hoger zijn dan het aantal wapens vermenigvuldigd met de laadcapaciteit van het aantal wapens, waarvoor een bezitsvergunning op het adres van de betrokken wapenkamer, is afgeleverd.

Art. 28. Indien een onderneming, dienst of instelling slechts over één wapenkamer beschikt moet in de wapenkamer permanent een lijst aanwezig zijn van al de munitie en van alle wapens die in het bezit zijn van de instelling, onderneming of instelling.

Indien een onderneming, dienst of instelling over meerdere wapenkamers beschikt:

1° moet in elke wapenkamer permanent een lijst aanwezig zijn van al de munitie en van alle wapens die bewaard worden op de betrokken plaats;

2° moet in de wapenkamer van de exploitatiezetel waar de hoofdzetel van de onderneming, dienst of instelling is gevestigd permanent een kopie aanwezig zijn van al de lijsten, bedoeld onder 1°.

De lijsten bedoeld in dit artikel bevatten de naam en de handtekening van de verantwoordelijke van de wapenkamer, de datum van de handtekening en voor elk wapen de gegevens, bedoeld in artikel 8, 2°.

Art. 29. Wapens mogen niet uit de wapenkamer worden weggenomen of teruggeplaatst zonder dat de verantwoordelijke van de wapenkamer volgende gegevens in een vastbladig register genoteerd heeft :

1° het serienummer van het wapen;

2° de datum en het uur van wegname of terugplaatsing;

3° de naam, alsmede, in het geval van bewakingsagenten, het nummer van de identificatiekaart, van de persoon die tijdens de afwezigheid uit de wapenkamer het wapen zal dragen;

4° in geval van statische opdrachten, het uitvoeringsadres van de gewapende opdrachten of in geval van mobiele opdracht de identificatie van de gewapende opdracht;

5° de handtekening van de verantwoordelijke van de wapenkamer.

Art. 30. De personen, bedoeld in artikel 16 van de wet private veiligheid hebben ten allen tijde toegang tot de wapenkamer en de goederen en de documenten die er zich bevinden.

HOOFDSTUK VI. - Gebruiksmodaliteiten.

Art. 31. De wapens die instellingen, ondernemingen of diensten mogen bezitten en bewakingsagenten of lesgevers mogen dragen zijn een revolver met een kaliber kleiner dan 10 millimeter of een pistool met een kaliber van 9 millimeter.

De pistolen hebben een voorziening, waardoor met het wapen niet kan gevraagd worden door de enkele handeling die er in bestaat de trekker over te halen.

Art. 32. De munitie, die bij de wapens mag worden gebruikt, heeft een kaliber, in het geval van een revolver, van minder dan 10 millimeter op 19 millimeter en in het geval van een pistool, van 9 millimeter op 19 millimeter.

Art. 33. Er mogen bij de uitoefening van hun activiteiten enkel en alleen wapens en munitie gedragen en gebruikt worden die eigendom zijn van de onderneming, dienst of instelling, waarvoor de betrokkenen, in het geval van een bewakingsagenten, over een identificatiekaart beschikken, en in het geval van lesgevers, aangesteld zijn door de betrokken instelling.

Art. 34. Een cursist mag in het kader van de opleiding wapendracht of bij schietoefeningen enkel en alleen een wapen dragen en gebruiken dat eigendom zijn van de instelling, waar hij de wapenopleiding volgt en waarvoor de instelling over een bezitsvergunning, bedoeld in artikel 6, beschikt.

In afwijking van wat bepaald is in het vorige lid kunnen cursisten die over een wapendrachtvergunning beschikken, bij de zesmaandelijke schietoefeningen het wapen dragen en gebruiken dat eigendom is van de onderneming of dienst, waarvoor ze over een identificatiekaart beschikken.

Art. 35. Bewakingsagenten kunnen slechts wapens dragen indien dit noodzakelijk is doordat andere middelen of methodes het bijzondere veiligheidsrisico waaraan de bewakingsagenten zelf of de personen die ze beschermen zijn blootgesteld, op een onvoldoende wijze kunnen voorkomen of verhinderen.

Art. 36. De activiteit, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet private veiligheid, mag slechts op een gewapende wijze worden uitgeoefend op plaatsen waar er geen andere personen geacht worden aanwezig te zijn, dan bewakingsagenten.

De bepaling in het eerste lid is niet van toepassing indien een uitzonderlijk veiligheidsrisico een afwijking op deze bepaling verantwoordt en dit door de instantie aangeduid door de minister op een



gemotiveerde wijze is vastgesteld in een attest dat door hem aan de beheerder van de plaats is overhandigd.

Art. 37. De activiteit, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, van de wet private veiligheid, mag, slechts op een gewapende wijze worden uitgeoefend indien de te beschermen persoon een groot veiligheidsrisico loopt en dat de gewapende bescherming van deze persoon dit groot risico in grote mate beperkt.

Het in het eerste lid bedoelde risico moet blijken uit een attest dat aan de betrokkene werd overhandigd door de instantie aangeduid door de minister.

Art. 38. De minister kan de nadere regels bepalen die de instanties, bedoeld in artikel 36 en 37, moeten in acht nemen bij het nemen van hun beslissing, alsook de adviezen die ze hiervoor moeten inwinnen.

Een attest, bedoeld in artikel 36 en 37, is geldig tot op de datum van het beëindigen van, in het geval van een onderneming, de eerste bewakingsovereenkomst tussen de onderneming en haar klant, en van in het geval van een dienst, de eerste gewapende bewakingsactiviteit, die volgt op de uitreiking van het attest.

De betrokkene overhandigt de attesten, bedoeld in artikel 36 en 37, aan de onderneming of dienst die de gewapende opdracht zal uitvoeren. De onderneming of dienst maakt, in het geval van artikel 36, voor de aanvang ervan, en in het geval van artikel 37, onverwijld, de attesten over aan de administratie.

De onderneming of dienst meldt de gewapende opdrachten, bedoeld in artikel 36, eerste lid, met vermelding van de naam van de opdrachtgever en het adres van uitvoering, voor de aanvang ervan, aan de administratie.

Art. 39. Een bewakingsagent of een lesgever mag zich nooit gewapend naar de uitvoeringsplaats van zijn opdracht verplaatsen.

Art. 40. Een wapen mag, hetzij van en naar de uitvoeringsplaats van de opdracht, hetzij naar de startplaats van de opdracht, hetzij van en naar de plaats van wapenopleiding, enkel ongeladen worden vervoerd.

Tijdens het vervoer bevindt het wapen zich in een gesloten vervoerskoffer.

De munitie wordt afzonderlijk van het wapen of de vervoerskoffer waarin het zich bevindt, vervoerd.

Art. 41. Het wapen dat in het kader van de wapenopleiding worden gebruikt, mag enkel worden vervoerd door een lesgever, in het bezit van een wapendrachtvergunning.

Art. 42. Een wapen dient tijdens de uitvoering van zijn opdracht door de bewakingsagent te worden gedragen in een gesloten en aan het wapen aangepast foedraal dat verhindert dat het wapen gemakkelijk door een derde kan worden gegrepen.

Art. 43. Een wapen mag niet worden gedragen met een kogel in de kamer.

Art. 44. Het maximum aantal stukken munitie dat een bewakingsagent bij het vervoer van de wapen en het uitvoeren van zijn opdracht bij zich mag hebben, is niet hoger zijn dan het aantal stuks waarmee hij zijn wapen kan laden.

Art. 45. Na elke opdracht, moet het wapen en de munitie in de wapenkamer worden bewaard.

Art. 46. Telkens als, buiten de in het kader van de wapenopleiding georganiseerde schietoefeningen, met een wapen wordt geschoten, doet de onderneming, dienst of instelling hiervan aangifte aan de lokale politie.

Tevens meldt de onderneming, dienst of instelling dit feit binnen de drie werkdagen aan de administratie in de vorm van een omstandig verslag.

Art. 47. Het verslag, bedoeld in artikel 46, tweede lid, omvat minstens :

1° een precieze beschrijving van de feiten;

2° het adres van de plaats en het tijdstip van de feiten;

3° de namen en adressen van de personen die bij de feiten betrokken waren;

4° de namen en adressen van de verantwoordelijke(n) over de personen bedoeld onder 3°;

5° de door de onderneming, dienst of instelling genomen of beoogde maatregelen als gevolg van de feiten;

6° de naam van de politiedienst en het nummer van het proces-verbaal van aangifte van de feiten.

Art. 48. De onderneming, dienst of instelling doet aangifte bij de lokale politie en binnen dezelfde termijn melding aan de administratie telkens een wapen, waarvan ze de bezitter is, vermist, gestolen of vernield is.

Art. 49. Telkens een onderneming, dienst of instelling maatregelen neemt tegen een personeelslid, tengevolge van het niet naleven van de regelgeving of de door de werkgever bepaalde procedures of ten gevolge van zijn attitude aangaande het dragen of manipuleren van wapens, meldt ze binnen de drie werkdagen aan de administratie :

1° de namen en adressen van de personen die het voorwerp uitmaken van de maatregel;

2° een omstandige omschrijving van de feiten die de maatregel schragen, alsook de plaats en het tijdstip waarop zich ze voordeden;

3° de genomen maatregel en het tijdstip ervan.

#### HOOFDSTUK VII. - Slotbepalingen.

Art. 50. Om als keuringsinstelling te worden aangewezen door de minister om de taken uit te voeren, zoals bedoeld in artikel 51, dient de instelling een aanvraag te richten tot de minister. Deze aanvraag moet vergezeld zijn van het bewijs dat de instelling geaccrediteerd is op basis van de norm EN 45004 door het Belgische accreditatiesysteem conform de wet van 20 juli 1990 betreffende accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen alsmede van beproevingslaboratoria, of door een gelijkwaardige accreditatie-instelling, opgericht binnen de Europese economische ruimte.

Art. 51. De keuringsinstelling maakt op vraag van de betrokken onderneming, dienst of instelling per wapenkamer een omstandig keuringsverslag op en indien ze vaststelt dat de wapenkamer in overeenstemming is met de bepalingen bedoeld in artikel 23, verleent ze aan de aanvragende opdrachtgever binnen de 14 dagen na het uitvoeren van de keuring, een keuringsattest.

De keuringsinstelling maakt het duplicaat van het keuringsverslag en het keuringsattest binnen de 14 dagen na het opstellen ervan, over aan de administratie.

Art. 52. De kosten verbonden aan de opdracht van de keuringsinstelling zijn ten laste van de aanvrager.

Art. 53. Er kan geen wapenkamer worden ingericht en wapens worden bewaard die in het kader van dit besluit worden aangewend, in een exploitatiezetel die zich in een andere lidstaat van de Europese Unie bevindt, zonder voorafgaand akkoord van die staat.

Art. 54. Bij de uitvoering van hun opdrachten mogen bewakingsagenten, ondernemingen en diensten geen handboeien bezitten of gebruiken.

Art. 55. De onderneming, dienst of instelling maakt de gegevens en de documenten bedoeld in dit besluit, per aangetekende brief over aan de administratie.

In afwijking van wat bepaald is in het eerste lid, kan de Minister bepalen dat en of meerdere documenten of gegevens bedoeld in dit besluit op elektronische wijze aan de administratie, en volgens haar instructies, moeten worden overgemaakt.

Art. 56. De minister kan bepalen dat omdat ze door de administratie op een geautomatiseerde wijze kunnen worden geraadpleegd, een of meerdere gegevens of documenten niet langer moeten worden overgemaakt.

Art. 57. De gegevens die betrekking hebben op de vergunningen, bedoeld in de artikelen 6 en 11, maken het voorwerp uit van inschrijving in het centraal wapenregister door de administratie.

Art. 58. Wanneer de minister van oordeel is dat een van de bepalingen, bedoeld in de artikelen 4, eerste lid, 10 of 13, van toepassing is, stelt hij, naar gelang het geval, de onderneming, dienst of instelling in kennis van ontstane situatie.

De onderneming, dienst of instelling kan binnen de vijftien dagen schriftelijk verduidelijking verlenen aangaande deze situatie, waarna de minister al dan niet vaststelt dat de betrokken bepaling, van toepassing is.

Art. 59. De bijzondere toestemmingen, verleend krachtens het koninklijk besluit van 24 mei 1991 betreffende de wapens die gebruikt worden door de personeelsleden van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten, alsmede de bezitsvergunningen, verleend krachtens de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, aan

ondernemingen of diensten voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven geldig tot de vervaldatum van de vergunning, bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet private veiligheid, die aan de betrokken onderneming of dienst is uitgereikt.

Art. 60. De wapendrachtvergunningen, krachtens de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie verstrekt aan de bewakingsagenten voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven geldig tot de vervaldatum ervan.

Art. 61. In afwachting van de aanstelling van de artsen, bedoeld in artikel 14, eerste lid, van de wapenwet, geldt een medisch attest van de arbeidsgeneesheer of huisarts als attest bedoeld in artikel 14, 8°.

Art. 62. In afwachting van de aanwijzing van een keuringsinstelling, bedoeld in artikel 50, wordt aan de voorwaarde, bedoeld in artikel 5, derde lid, voldaan doordat de onderneming, dienst of instelling documentatie overmaakt waardoor afdoende blijkt dat de aanvrager beschikt over een wapenkamer die voldoet aan de vereisten van artikel 23.

Art. 63. De bepalingen, bedoeld in artikel 36 en 38, tweede en derde lid, zijn niet van toepassing op de bewakingsactiviteiten, waarvan de uitvoering werd aangevat voor de inwerkingtreding van dit besluit en, in het geval van een onderneming, in het kader van dezelfde bewakingsovereenkomst, of, in het geval van een dienst, op een onafgebroken wijze, worden uitgevoerd.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, meldt de onderneming of dienst aan de administratie, de gewapende activiteit, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet private veiligheid, met de vermelding van de naam van de opdrachtgever en het adres van uitvoering, binnen de twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 64. Het koninklijk besluit van 24 mei 1991 betreffende de wapens die gebruikt worden door de personeelsleden van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten, wordt opgeheven.

Art. 65. De minister bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 36 en 37.

De andere artikelen van dit besluit treden in werking de dag van zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Art. 66. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 november 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE.